vue d'avion

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Juillet 2022

Commission
Entreprise
et lieux de travail

Collectif de réflexion & d'action,
des communistes travaillant dans
l'aéronautique, le spatial et l'avionique
Suivez nous : jcpradeau@orange.fr

RÉUNIS EN ASSISES LE 19 MARS 2022, les militants communistes travaillant dans le transport aéronautique, l'Industrie, le Spatial et l'avionique, ont décidé dans la continuité de cette initiative, de tenir lors de la fête de l'Humanité un débat concernant, en autre, la question des transports de fret et de passagers du niveau national à celui de l'international.
Ce débat aura lieu au stand de la Fédération du Val-de-Marne. Un prochain *VDA* précisera le jour et l'heure.
L'industrie aérospatiale française qui compte près de 200 0000 salariés directs (Gifas) constitue une branche industrielle stratégique au sein de l'économie nationale. Un certain nombre des sociétés ont une dimension européenne.
Des concentrations de salariés, dans plusieurs régions et départements, travaillent au sein de grands groupes : *DASSAULT Aviation, AIRBUS, THALES, SAFRAN, ArianeGroup* et dans le secteur de recherche CNES, Onera, etc. Groupes auxquels il faut associer ajouter 100 000 salariés du transport Aérien et des Aéroports. Cela génère aussi des activités et emplois de services induits et de sous-traitants.

La fête de l'Humanité sera l'occasion de mettre en valeur les enjeux sociétaux et économiques de la filière dans notre pays et de son intrication avec les autres modes de transports.

POUR CE DÉBAT NOUS SOLLICITERONS :
- un·e reponsable du transport aérien
- un·e responsable cheminot·e
- un·e économiste

NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT PUBLIC ET POLITIQUE :
L'actualité industrielle française, européenne, mondiale de la filière « pousse » à porter la connaissance des sociétés de ce secteur en direction du public et également à débattre des enjeux de ces branches avec les salariés et les citoyens. Il s'agit d'affirmer une volonté de débats pour le développement de cette activité de pointe et de ses enjeux politiques et économiques majeurs nationalement mais également dans les régions et départements.
L'aéronautique et le transport aérien, même promise à des prévisions spectaculaires, n'échappent pas au développement des questionnements de la crise climatique politique et sociale pour les hommes et les femmes qui y travaillent.

OBJECTIFS DU DÉBAT :
Durant 2 heures, lors des 3 jours, au travers d'un débat, nous échangerons entre acteurs politiques, industriels, salariés, partenaires sociaux, concernant la réalité (points forts, points faibles) de l'actualité de la branche aéronautique et du transport aérien.

Ci-dessous, **voici les axes de réflexion portant sur la réalité de l'aéronautique:**
- Quelle famille d'avions à réaliser y compris militaires pour demain afin de se mettre en conformité avec l'exigence de réduction de pollution sonores, énergétiques ou autres ?
- La répartition et la stratégie internationale des charges aéronautiques conduisent-elles à satisfaire les besoins humains pour aujourd'hui et demain ?
- Quelles alternatives et propositions concernant une complémentarité des modes de transports de voyageurs et de marchandises (à travers la France) à besoin notre Pays ?

L'AÉRONAUTIQUE ET LE DÉFI ÉCOLOGIQUE :

En 40 ans on est passé de 642 millions de passagers annuels à 4,3 Milliards, et dans le même temps le transport aérien est resté à 2% des émissions de gaz à effet de serre. Ce résultat a été obtenu par le progrès technologique : un avion sortant de chaîne brûle 5 fois moins de kérosène qu'en 1960, les émissions d'oxyde d'azote sont divisées par 4 et le bruit par 10.

Le trafic aérien devrait doubler d'ici 2036. L'industrie aéronautique doit relever le défi politique et technologique de réduire considérablement son empreinte écologique. C'est-à-dire, par rapport à 2020 émettre 50% de moins de CO2, 80% d'Oxyde d'azote et 50% de nuisances sonores et en 2050, respectivement -75%, -90%, -65%.
Pour atteindre ces objectifs, le marché, la concurrence, les taxations du billet d'avion ne sont pas les bons outils.
Dansl'esprit de la COP21, seule la coopération, la mutualisation au niveau européen et mondial la complémentarité train-avion permettront à l'aéronautique de participer à la résolution de la crise écologique.

Le PCF demande à l'Europe de dégager les moyens financiers nécessaires en matière de R&D via un fonds abondé par la BCE sous contrôle public. L'état français qui reste actionnaire de *Safran, Airbus et Thalès, Air France* doit faire que ces groupes s'engagent au plus vite dans une nouvelle génération d'avion écologiqueL'Europe doit encourager le renouvellement des flottes et l'électrification des avions afin de réduire drastiquement la consommation de kérosène au sol (roulage électrique). Pour le contrôle aérien, les exigences écologiques doivent se conjuguer avec exigences sociales et impératifs de sécurité.

L'avenir de l'aérien, de l'aéronautique et du spatial ne relève pas d'un débat seulement technique, même s'il faut en maîtriser les principaux termes pour éclairer les choix politiques, mais bien d'un débat plus large, sur le projet de société dans lequel nous concevons son devenir. Effectivement lors de nos échanges, durant le débat à la fête de l'Humanité, seront évoquées les mutations technologiques que doit subir l'avion du transport aérien civil pour répondre aux exigences environnementales (écologiques et climatiques) sans céder aux « contreparties » que constituent trop souvent la tolérance aux nuisances sonores. Les défis du transport aérien, de la recherche et du volet industriel, ainsi que les défis sociaux et environnementaux sont souvent au cœur des débats colportés par beaucoup de médias. Cette filière devrait encore se developper. Une autre politique supposerait un renoncement à toutes mises à niveaux des besoins et contribuerait à une décroissance qui inévitablement conduirait l'humanité à des reculs de civilisation. Laisser la place à ceux qui prônent la décroissance en proposant et la diminution du transport aérien, voir sa liquidation serait une erreur.

Les questions concernant la recherche sont donc majeures.
Les progrès de l'humanité ont toujours été faits sur le dépassement des difficultés et sur la découverte de nouveaux procédés et de nouvelles conquêtes.
Penser les mobilités dans cette mondialisation nouvelle nous conduit à considérer comme essentiel le développement de l'ensemble de la filière, de la construction aéronautique au transport aérien en passant par les plate-formes aéroportuaires. Cela vaut tout autant pour les mobilités domestiques, au sein du territoire national comme au sein de l'Union européenne, où le rôle du transport aérien, des activités connexes, de logistique, de services à l'industrie, pour l'aménagement du territoire, pour le développement local, ne doit pas être balayé d'un revers de main. Aucune région ne doit être privée par principe de desserte aérienne, dès lors que celle-ci répond aux besoins des usagers et du tissu économique et que les conditions sont créées de respecter les territoires et les populations. Il est possible de bâtir une aviation durable et écoresponsable, qui réponde aux besoins de mobilités.

Déclaration de **FABIEN ROUSSEL**, secrétaire national du PCF, député du Nord

(suite aux résultats des élections législatives)

J'ai la grande fierté d'annoncer le retour du groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine (GDR) **à l'Assemblée Nationale.**

Composé à ce jour de 18 députés contre 16 lors de la précédente législature, notre groupe a reconduit **André Chassaigne comme Président !** André Chassaigne poursuit actuellement des discussions avec d'autres députés qui pourraient nous rejoindre encore.
C'est une excellente nouvelle car la constitution du groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine, au lendemain des élections présidentielle et législatives est essentielle pour la gauche, pour le monde du travail et pour tous les habitant·e·s de France continentale et d'Outremer, épris de justice sociale et fortement attachés aux valeurs d'une République qui respecte tous ses citoyens. Nous aurons à coeur de nous mettre au service de tous et de porter leurs colères et leurs espoir, leurs exigences de dignité, de solidarité et d'égalité.
Comme nous nous y sommes engagés au lendemain de l'élection présidentielle, les députés du groupe GDR travailleront de concert avec les autres groupes parlementaires de la nouvelle union populaire écologique et sociale. Avec le groupe Communiste Républicain Citoyen et Ecologiste (CRCE), dont sa présidente Eliane Assassi vient de déposer une proposition de loi pour encadrer l'usage des cabinets conseils, c'est une force qui comptera dès les prochaines semaines. L'ensemble des propositions que nous avons défendues lors des élections législatives avec l'alliance de gauche et lors de la campagne présidentielle de "La France des Jours heureux" seront au coeur de cette rentrée parlementaire. C'est d'ailleurs ce que j'ai rappelé au Président de la République ce mardi 21 juin 2022 lors de notre entretien. Je lui ai à nouveau rappelé, en toute franchise, qu'**une grande majorité de nos concitoyen·ne·s rejetaient avec force sa politique et notamment son projet de réforme portant l'âge de départ en retraite à 65 ans.**

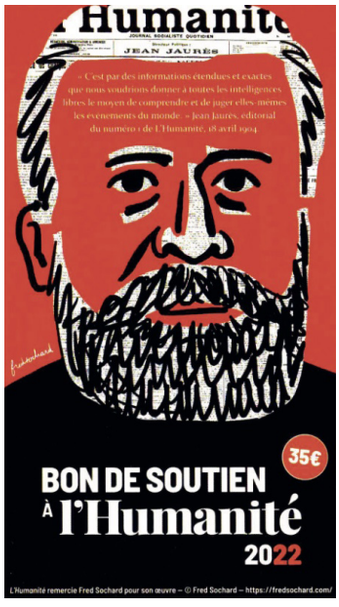
Mettre à l'ordre du jour cette réforme serait une véritable provocation. Pour des mesures immédiates J'ai demandé au contraire que des mesures soient prises sans délai par l'exécutif, pour répondre à la crise sociale et économique d'une extrême gravité pour notre peuple et pour l'avenir du pays.
EN TÊTE DE CES MESURES, le pouvoir d'achat : l'augmentation de 15 % du SMIC et du point d'indice des fonctionnaires de 10 % au 1er juillet, ainsi que la reconnaissance stricte des qualifications et de l'ancienneté la convocation urgente d'une conférence salariale visant à l'augmentation sensible de tous les salaires la hausse des pensions de retraites sur le montant du SMIC réévalué et la baisse de la CSG sur les retraites.
La baisse immédiate des prix des carburants par la diminution des taxes. Le rétablissement de la demi-part fiscale pour les veuves et les veufs. Un plan d'embauche immédiat pour l'éducation nationale et la santé.
Pour financer ces mesures, j'ai rappelé l'urgence de mieux distribuer les immenses richesses dont dispose le pays. J'ai alerté le chef de l'État sur la hausse des taux et la nécessité d'agir sur la Banque Centrale Européenne pour obtenir des prêts à taux négatifs. Cela permettrait d'investir massivement dans la transition écologique, dans l'emploi et la recherche, dans le soutien aux TPE et PME. Pour agir concrètement sur l'explosion des prix de l'énergie et des matières premières, j'ai demandé au Président de la République de convoquer en urgence une réunion avec tous les acteurs intermédiaires pour leur imposer de mettre un terme aux pratiques spéculatives. Dans le même esprit, et à l'instar de l'Espagne et du Portugal, j'ai proposé que la France décide enfin de sortir du système tarifaire européen, ce qui permettrait de faire baisser sensiblement le prix de l'électricité produite à moindre coût en France. Par ailleurs, j'ai souhaité interroger le président de la République sur les initiatives que la France allait prendre concernant le conflit en Ukraine, pour l'obtention d'un cessez-le-feu en Ukraine.
Les Françaises et les Français peuvent compter sur le groupe GDR à l'Assemblée et le groupe CRCE du Sénat pour faire avancer toutes les propositions, les mesures en faveur de la Paix comme celles qui répondraient aux urgences sociales et écologiques.

La Fête de l'Humanité

9 • 10 • 11 Septembre 2022

La Base 217 (91)
Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

La prochaine Fête de l'Humanité se tiendra à Brétigny-sur-Orge (Essonne), dans la banlieue sud, sur le terrain de l'ancienne base aérienne 217, qui fut centre d'essai du Concorde. Du vert, des pistes et de l'espace dans un lieu qui accueille aussi des studios de cinéma. Retour d'histoire : dans ce même département en 1931, la Fête de l'Humanité s'était déroulée à Athis-Mons. Sacrée voyageuse qui a connu Bezons, Garches, le bois de Vincennes, le parc Montreau à Montreuil, les terrasses de Meudon…



Les communistes de l'aéronautique difusent les bons de soutien donnant droit à l'entrée de la fête.
Ces bons de soutien sont disponible auprès des sections du PCF au tarif militant de 35 euros

Vous pouvez vous renseigner auprès du 06 71 38 72 34

La citoyenneté et l'activité politique

La citoyenneté et l'activité politique ne doivent pas s'arrêter à la porte de l'Entreprise.

Le Medef devrait convaincre les communistes et les salariés de faire de la politique sur les lieux de travail lorsqu'il affirme : « *Nous les entrepreneurs nous pouvons être à ce siècle ce que les instituteurs ont été à la troisième république. L'école était chargée de former les citoyens. N'est-ce pas à nous à l'entreprise de leur apprendre le nouveau monde ?* »

Aujourd'hui c'est le Medef qui publie un programme pour les élections de la droite.

Je souhaite rejoindre le PCF

Entreprise : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____

CONTACT : J.C. PRADEAU Coordinateur National du Collectif : jcpradeau@orange.fr